

Lait industriel

rité des avocats, pour comprendre que cette mesure va tout simplement ruiner encore des centaines de nos producteurs laitiers. D'autant plus que les coûts de production augmentent sans cesse avec la hausse constante du prix de tous les intrants, tels que les aliments du bétail, les engrais, les produits chimiques, l'énergie, le carburant, la machinerie agricole et ainsi de suite.

C'est donc dire que la situation est devenue catastrophique, car d'un côté il en coûte continuellement plus cher pour produire du lait, et de l'autre, les producteurs voient leur revenu baisser. Personne ne peut poursuivre à perte son exploitation, surtout pas dans la production laitière, parce que pour produire du lait, il faut énormément d'investissement, et il y a de nombreux risques, tels que la maladie des animaux, les risques de température pour assurer de bonnes récoltes et le prix des moulées.

● (1610)

Je vois l'honorable député de Richelieu (M. Côté) qui m'écoute. Lui qui est producteur, cela doit beaucoup l'intéresser. Durant la seule période de six mois s'étendant du troisième trimestre de 1974 au premier trimestre de 1975, les coûts de production ont augmenté de 8.95 p. 100, soit de 84c. les 100 livres. Si on ajoute à ces 84c. au prix établi pour le troisième trimestre de 1974, soit \$9.41, on obtient un prix net de \$10.25 les 100 livres de lait, alors que le producteur touche actuellement \$9.97, moins les 90c. que le gouvernement fédéral doit garder pour cette fameuse exportation de lait en poudre, moins le coût du transport de son lait à la laiterie qui est en moyenne de 75c. les 100 livres, ce qui lui laisse \$8.32 brut les 100 livres et ce, pour un test de 3.4 de matière grasse.

Ceci suppose donc, tel que l'indique l'Union des producteurs agricoles dans son mémoire du 15 juillet dernier, que le producteur se trouvait l'an dernier dans une meilleure situation qu'actuellement. Monsieur le président, si le ministre ne réagit pas devant des conclusions aussi graves, je me demande quand il va le faire, et qu'est-ce qui pourra bien le faire réagir.

En janvier dernier, par exemple, un communiqué émanant du ministère de l'Agriculture au sujet des perspectives de l'année 1975 indiquait que le revenu agricole brut augmenterait de 4 p. 100 mais que, d'autre part, le revenu agricole net pourrait dégringoler de 12 p. 100, principalement à cause du coût croissant des facteurs de production. Il reconnaissait lui-même, le ministère de l'Agriculture, par cette déclaration, qu'il y avait réellement de quoi s'inquiéter. Et à ce moment, il n'était pas question de cette hausse illogique des frais d'exportation et il n'était pas question non plus de l'augmentation du prix de l'essence, que le gouvernement vient de faire adopter ou va faire adopter lundi.

Ne nous racontons pas d'histoires, monsieur le président, même si le ministre des Finances (M. Turner) a indiqué que les agriculteurs pourraient récupérer à la fin de l'année, en ce qui a trait aux 10c. le gallon, l'augmentation sur le prix de l'essence, ils vont en souffrir quand même de cette hausse du prix des carburants, à cause de tous les sous-produits et dérivés du pétrole qui sont utilisés sur la ferme.

Il devient donc évident que le déséquilibre s'accroît de façon insoutenable dans le domaine du lait industriel et que les efforts entrepris pour stabiliser cette industrie viennent tout simplement de s'effondrer à cause de la dernière hausse de 45c. les 100 livres de lait en poudre, pour les frais d'exportation.

[M. Beaudoin.]

Devant une telle situation, j'insiste donc, monsieur le président, pour que ma motion soit adoptée parce que c'est absolument nécessaire et même vital pour les producteurs de lait industriel. Il faut absolument que la Chambre le réalise et se penche sur ces problèmes et y apporte des remèdes immédiatement avant qu'il ne soit trop tard.

Si on laisse aller la situation et si les choses continuent toujours à se détériorer de jour en jour, les cultivateurs vont abandonner la terre, et ceux qui oseront continuer accumuleront des déficits tant et aussi longtemps qu'ils auront le courage de continuer de nourrir la population, et après un certain temps, ils finiront par faire faillite parce que dans aucune production manufacturière ou autre, nul ne peut vendre son produit en deçà du coût de production et rester en affaires.

Aujourd'hui, une vache pur-sang coûte environ \$1,000, une vache croisée coûte environ \$700, je parle d'une vache laitière, et de façon dont on soigne les vaches aujourd'hui, la période de lactation dure à peu près six ans en moyenne, ceci veut dire que le cultivateur a un gros investissement seulement en ce qui a trait à ses vaches laitières. Ceci veut aussi dire qu'un bon troupeau se bâtit seulement avec les années et ça demande une attention et un besoin bien particuliers.

En plus, le producteur laitier a la responsabilité des saillies qui doivent se faire en temps opportun afin d'obtenir une production continue, et il doit en assumer les risques. C'est vraiment une profession que d'être producteur de lait.

Une ferme qui fonctionne bien doit dépenser annuellement environ \$4,000 seulement pour les réparations ordinaires et l'entretien, sans compter la dépréciation de la machinerie. Une ferme de 100 vaches laitières demande un investissement d'à peu près \$200,000. Si on calcule cela à un intérêt de 8 p. 100, cela fait \$16,000 d'intérêt. Il faut ajouter à cette somme \$4,000 d'entretien et de réparation, ainsi que \$6,000 de renouvellement pour les vaches, y compris l'élevage des taures pour le remplacement de ces vaches, c'est-à-dire l'élevage et l'achat de jeunes vaches. Ceci veut dire *grosso modo* \$26,000 de dépenses obligatoires, sans compter les taxes scolaires et municipales, le coût des semences, le coût que représentent les récoltes, et ainsi de suite. A tout compter, il en coûte environ \$40,000 de coûts réels annuellement pour faire fonctionner une ferme de 100 vaches laitières.

A mon avis, monsieur le président, ce sont des chiffres qui font réfléchir, et c'est de tout cela que j'aimerais que l'on discute si la Chambre adopte ma motion. J'aurais beaucoup de précisions à apporter et de remarques à faire à ce sujet, puisque j'ai eu l'occasion d'être commerçant de vaches à lait pendant quelques années, et que je connais bien la question. J'aimerais aussi que les autres députés qui ont de l'expérience dans ce secteur de la production, en fassent part et apportent leur contribution après l'adoption de la motion, pour que la Chambre constate vraiment la nature du problème et y apporte des correctifs valables.

A l'heure actuelle, on doit le dire, le producteur de lait industriel comme le cultivateur en général, ne va même plus chercher en revenu net l'équivalent de l'intérêt de son investissement, surtout depuis que le gouvernement a permis, en 1969, la montée des taux d'intérêt sur les prêts agricoles et sur les machines, par le truchement des prêts bancaires. Le coût des intrants continue d'augmenter et on coupe le revenu en augmentant sans mesure les frais d'exportation de la poudre de lait. Je ne crains pas de dire que la plupart des producteurs de lait industriel vivraient mieux et feraient une plus belle vie, les deux pieds sur la